

Loïg Chesnais-Girard à Redon pour un nouveau débat de vitalité démocratique

Pour son troisième rendez-vous avec les Bretonnes et les Bretons, jeudi 12 juin au Carré 9 de Redon, Loïg Chesnais-Girard s'est livré sans filtre aux côtés de Jean-François Mary, président de Redon Agglomération. Inondations, mobilité, mines... Les sujets n'ont pas manqué dans la salle où près d'une centaine de personnes s'étaient réunies, signe de la pertinence de ces rendez-vous démocratiques.

Les inondations, toujours un sujet à Redon

La venue de Loïg Chesnais-Girard a été l'occasion pour les habitants et élus réunis à Redon de l'interpeller sur les inondations qui frappent régulièrement Redon, ville à la confluence des rivières de la Vilaine et de l'Oust, comme celle de fin janvier dernier. S'il est a priori difficile de lutter contre les éléments, des aménagements sont possibles. Par exemple en créant « **des zones humides et des méandres en amont au nord du bassin pour créer des zones tampon. Ce sera autant de mètres cubes stockés au nord qui ne se déverseront pas au sud** », a souligné le président de région. Il est vain, en revanche, d'imaginer que les canaux puissent ralentir les crues. « **Lorsque le niveau est supérieur à leur hauteur, les canaux sont effacés** », a indiqué le président de Région.

La mobilité, élément de vitalité d'un territoire

Comme dans d'autres territoires, des élus et résidents de la petite commune rurale de Massérac se plaignent de voir certains arrêts supprimés ou en passe de l'être. Ils en ont fait part à Loïg Chesnais-Girard, soulignant combien il est parfois difficile de maintenir sur place sa population quand des personnes partant travailler en train le matin n'ont pas de trajet retour le soir. Se déclarant « **prêt à regarder ce dossier** », il a rappelé que la multiplication des arrêts sur une même ligne rallonge le voyage de ceux qui s'arrêtent en bout de ligne. Son expérience démontre au contraire que le nombre d'utilisateurs de transports en commun augmente proportionnellement à la réduction du temps de parcours. Mais dans le cas de Massérac, « **j'ai proposé de mettre en place une ligne de car avec Redon si la SNCF confirmait la suppression du train en gare** ».

Lever l'impôt pour financer la mobilité ?

Face à un dirigeant d'entreprise du territoire de Redon inquiet de l'impact futur de la mise en place de la taxe mobilité sur ses activités, Loïg Chesnais-Girard a rappelé la nécessité de conjuguer la décarbonation des mobilités et la compétitivité économique du territoire. Sur les principaux axes routiers bretons, la saturation automobile guette. Il faut donc renforcer une mobilité vertueuse qui soulagera les axes routiers du trafic en émettant moins de carbone. La Région Bretagne y met les moyens dans Bretagne Mobilités pour développer une offre de mobilités durables renforcées. Mais dans le futur, il faudra aller plus loin en finançant « **entre 80 et 100 millions d'euros par dans les prochaines années pour viser une mobilité efficiente et réduire le nombre de voitures sur les routes**, a poursuivi Loïg Chesnais-Girard. Avec quel argent ? « **L'État nous dit au travers d'une écotaxe ou d'une taxe mobilité. Moi je réclame la possibilité d'emprunter une autre voie : par exemple une taxe sur les nuitées (100 millions de nuitées par an en Bretagne)** ». Mais pour cela, il faut une évolution législative. « **Si nous l'obtenions dans le cadre du projet de loi de finances de 2026, alors il y aurait un chemin...** » Loïg Chesnais-Girard souligne qu'il a dans ce dossier le soutien « **des élus, des syndicats...** ».

Inquiétudes autour de mines d'or au Pays de Redon

Les opposants au projet minier Taranis n'ont pas manqué d'interpeller le président de la Région Bretagne sur ce sujet. C'est à la confluence des départements d'Ille-et-Vilaine, du Morbihan et de la Loire-Atlantique que la société Breizh Ressource, filiale d'un groupe canadien a demandé trois permis exclusifs de recherche minière d'or et de lithium notamment. L'un concerne une vingtaine de communes du Pays de Redon. La consultation publique s'est achevée le 18 juin et les opposants au projet, rassemblés dans le collectif Stop-Taranis demandent à la région d'intervenir dans ce dossier. La collectivité n'en a pas la compétence, mais elle peut au moins donner son avis. « **On va regarder ce dossier** », promet Loïg Chesnais-Girard. Il rappelle que dans le cas d'un gisement de lithium identifié dans le sud-Finistère (Tréguennec dans la baie d'Audierne) il y a quelques années, il s'était exprimé en 2022 contre une extraction « **dans les 20 ou 30 prochaines années (...) tant qu'il n'y a pas une stratégie européenne claire** ». En l'occurrence, quel est le sens d'importations toujours plus lointaines des matériaux dont nous avons besoin pour construire nos routes et nos maisons ? « **C'est un sujet qui interroge** ».

Questions iconoclastes et réponses ouvertes

Un jeune présent dans la salle a posé deux questions décalées par rapport aux sujets soulevés par les autres participants de la réunion de Redon. Elles avaient trait à la notion du vivre ensemble, ou comment faire pour que la population d'un territoire soit heureuse. Pas le moins décontenancé, Loïg Chesnais-Girard lui a répondu en évoquant la nécessité de porter un regard commun avec toutes ses différences qui font que si « **on s'engueule parfois, on peut arriver à trouver son chemin dans un monde chaotique** ». À condition toutefois d'être « **enthousiaste pour construire ensemble la cité** », quels que soient les obstacles à franchir.